



# Analyse stratégique

Les Analyses stratégiques de KAIROS visent à éclairer le débat public sur de grands enjeux de la politique intérieure ou internationale

N° 39 octobre 2014

## Sagesse autochtone : vivre en harmonie avec la Terre Mère

par John Dillon

Coordonnateur du Programme d'économie écologique

*Cette analyse stratégique résume une recherche plus élaborée disponible en anglais. En dernière page, vous verrez comment la commander au bureau de KAIROS.*

À une époque où l'évolution du climat et d'autres crises écologiques menacent la vie sur la Terre, nous autres humains devons apprendre à vivre à l'intérieur de la capacité de charge de notre planète. Les scientifiques nous avertissent qu'en continuant de faire brûler des combustibles fossiles au rythme actuel, nous allons rendre inhabitable la majeure partie de la Terre. Ce qui nous guette, c'est l'extinction massive des espèces végétales et animales, la dégradation des terres, l'acidification des océans et l'épuisement des ressources essentielles à la vie, à commencer par la nappe phréatique. La sagesse ancestrale des peuples autochtones des Amériques peut nous aider à trouver des solutions à ces défis sans précédent.

Une façon de mesurer à quel point l'humanité vit au-dessus des moyens de la Terre, c'est la taille de notre empreinte écologique. L'empreinte écologique mesure la proportion des terres arables, des pâturages, des forêts, de la production de nourriture dans les océans et de la capacité d'absorption du dioxyde de carbone qu'utilisent les êtres humains par rapport à la capacité de charge des écosystèmes.

Comme l'indique le tableau, quand on a commencé à mesurer l'empreinte écologique en 1961,

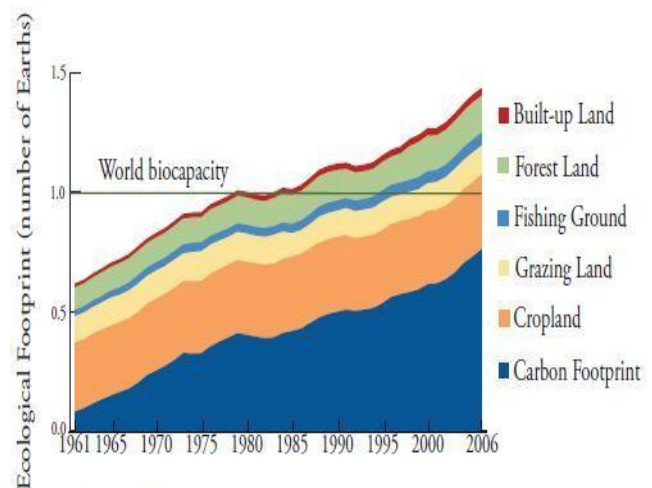


Figure 3. Humanity's Ecological Footprint, 1961-2006

les humains vivaient en deçà de la capacité de régénération du monde naturel. Mais déjà dans les années 1990, notre consommation globale excédait largement la biocapacité de la Terre. En 2007, l'empreinte écologique de l'humanité dépassait de 50% la capacité porteuse de la planète. C'est dire qu'il faudrait une Terre et demie pour soutenir le rythme auquel nous exploitons la nature. Comme le montre le segment bleu au bas du tableau, l'accroissement des émissions de carbone est le principal facteur de cet état de choses intenable.

Les enseignements des peuples autochtones peuvent nous aider à découvrir comment réduire notre

empreinte écologique. Ils parlent d'une vie en harmonie avec notre Mère la Terre, de ne prélever que ce dont nous avons besoin et d'avoir conscience de l'impact de nos gestes sur les sept prochaines générations. Cette sagesse ancestrale fait entrevoir des sociétés vraiment durables, où les gens prennent soin les uns des autres, s'engagent dans des activités créatrices et approfondissent leur vie spirituelle tout en partageant les dons du Créateur que sont une eau limpide, un air sain et des aliments nutritifs.

### **Les enseignements autochtones sur le bien-vivre**

Les langues autochtones des Andes ont des expressions qui expriment cette ancienne sagesse : *suma qamaña* en aymara; *sumak kawsay* en quechua; *teko pora* en guarani; et *kume mogen* en mapuche. Les Crees disent *miyo matsuwini*. En espagnol, ces formules peuvent se rendre par *buen vivir* ou *vivir bien*; en français, le bien-vivre, ou la bonne façon de vivre. Pour être bien clair, on pourrait dire : « vivre comme il faut pour que les autres aussi puissent vivre ».

David Choquehuanca, un Aymara, ministre des Affaires étrangères du l'État plurinational de Bolivie, explique que « *Vivir bien*, c'est bien vivre en fonction de ce que connaissent nos populations, et non vivre mieux aux dépens des autres. *Vivir bien*, c'est arriver à un équilibre, rendre possible l'harmonie entre les gens, mais surtout cultiver l'harmonie fondamentale entre l'humanité et la nature ».

Chef autochtone équatorien, Floresmilo Simbaña écrit : « le *Sumak kawsay* est fondamentalement différent de la mentalité occidentale qui sépare l'être humain de la nature, qui voit dans la nature une force à contrôler, un objet de domination et une source de richesse. Pour les autochtones, l'être humain n'est pas séparé de la nature, il en fait partie; la nature n'est pas une ressource, mais la mère de tout ce qui existe. Le *Sumak kawsay* implique qu'on vive en harmonie avec les cycles de la Terre Mère. »

### **L'économie extractive du Canada fait face à des défis semblables à ceux qui se posent à la Bolivie et à l'Équateur**

De 2007 à 2011, le gaz naturel représentait 41% des exportations de la Bolivie, alors que les minéraux non transformés comptaient pour 32%. Pendant les mêmes années, le pétrole brut représentait 52% des exportations de l'Équateur, et les bananes 11%. Le pétrole brut et le gaz naturel représentaient

19% des exportations canadiennes en 2013, alors que les minerais et les produits métalliques comptaient pour un autre 15%.

Au cours du dernier siècle, le Canada avait réussi à diversifier son économie pour cesser de dépendre exagérément de l'exportation des matières premières; cette tendance s'est renversée dans les 15 dernières années. La place, dans les exportations canadiennes, des ressources naturelles non transformées ou légèrement transformées est passée de 39% en 1999 à 59% en 2013.

Raul Prada Alcoreza, ancien sous-ministre à la Planification de l'État plurinational de Bolivie, dégage différents principes pour construire une économie conforme aux principes du *vivir bien*; ces principes sont pertinents au Canada:

- rejet des diktats des marchés internationaux, qui exigent qu'un pays reste avant tout un exportateur de matières premières;
- contrôle de l'État, plutôt que contrôle des sociétés transnationales privées, sur les matières premières stratégiques, en particulier sur le secteur des hydrocarbures quand il est le principal facteur de surplus économiques;
- redistribution par l'État et réinvestissement des surplus économiques par la fiscalité, y compris une taxe sur le carbone, pour garantir que la richesse reste à l'intérieur du pays;
- priorité donnée aux marchés intérieurs sur l'exportation;
- industrialisation des ressources naturelles pour surmonter la dépendance à l'égard de l'exportation des matières premières, tout en respectant l'intégrité des écosystèmes porteurs de vie;
- offre de technologies propres aux petits et moyens producteurs, et reconnaissance et promotion des économies communautaires locales.

### **Le Canada, pris au piège du bitume**

On retrouve dans le « piège du bitume » canadien toutes les caractéristiques d'une économie qui dépend exagérément de l'exportation des matières premières : lourds investissements dans les infrastructures de production et de transport, dépendance croissante du capital étranger, influence politique disproportionnée des sociétés pétrolières et écart grandissant entre les régions.

L'énorme influence des sociétés pétrolières sur les politiques publiques ressort de différentes façons : affaiblissement de la réglementation environnementale, subventions publiques, faiblesse des redevances et des impôts, et absence de vraie réglementation pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

### **La Bolivie suit une voie différente**

En 2006, le président Evo Morales a nationalisé l'industrie pétrolière bolivienne en réponse à un mouvement populaire dirigé par des Boliviens autochtones écœurés par des siècles d'exploitation de leur patrimoine naturel, d'abord par les conquérants espagnols puis par de grandes sociétés étrangères. La Bolivie a complètement inversé la répartition des revenus du gaz naturel en en remettant 32% au trésor public et 18% au secteur privé.

Ce faisant, la Bolivie suivait l'exemple de la Norvège, où l'État retient 85% des revenus du pétrole et du gaz. Le Canada devrait s'approprier une part plus importante de la richesse pétrolière en imposant un impôt de type norvégien sur les bénéfices excédentaires. L'Alberta devrait augmenter sa part de la richesse pétrolière en haussant les redevances et en relevant l'impôt sur le revenu des sociétés.

### **Le piège du bitume et le piège du carbone**

L'extraction du pétrole synthétique des sables bitumineux produit de 3,2 à 4,5 fois plus de gaz à effet de serre (GES) que l'extraction du pétrole conventionnelle. L'expansion prévue de la production des sables bitumineux ajouterait plus de dioxyde de carbone dans l'atmosphère en 2020 qu'on évitera d'en émettre grâce à toutes les réductions de GES prévues dans les autres secteurs. La croissance de l'industrie du bitume enferme le Canada dans une logique de développement de plus en plus dépendante du carbone au moment précis où d'autres pays optent carrément pour une stratégie de développement durable à faible intensité de carbone.

### **Des Équatoriens résistent à l'extraction du pétrole**

De 1964 à 1990, Texaco (qui appartient maintenant à Chevron) a exploité le pétrole de la région amazonienne de l'Équateur, ce qui a entraîné des conséquences dévastatrices pour les populations autochtones : pollution de l'eau, déforestation, perte de la

biodiversité, mort de la faune et des animaux domestiques, et maladies humaines, notamment des taux élevés de cancer. Cette expérience a incité la société civile à exiger de garder dans le sous-sol du parc national Yasuní 850 millions de barils de pétrole brut.

Quoique le président Rafael Correa ait d'abord appuyé la proposition en 2013, il a ensuite fait savoir qu'il autoriserait l'exploration pétrolière dans certaines régions du parc parce la communauté internationale avait promis trop peu d'argent pour indemniser l'Équateur. Les groupes de la société civile ont exigé un référendum sur l'initiative du parc Yasuní, ce que le tribunal électoral a refusé jusqu'ici. Mais la lutte continue : en Équateur et ailleurs, en Bolivie, au Brésil, au Salvador, au Nigeria et en Inde, où des initiatives semblables ont été lancées pour garder dans le sous-sol le pétrole ou d'autres minerais. Les Canadiens devraient suivre le conseil de Nnimmo Bassey, qui exhorte à « *laisser le pétrole dans le sous-sol, le charbon dans la mine et les sables bitumineux dans la terre* ».

### **Des nations autochtones en première ligne de la résistance au Canada**

Les peuples autochtones ont, en vertu de la constitution canadienne, le droit d'être consultés avant que des projets de développement des ressources naturelles n'aillent de l'avant sur leur territoire ou à proximité de leurs terres. Plusieurs Premières Nations se prévalent de ce droit en contestant devant les tribunaux les projets de sables bitumineux.

KAIROS s'est joint à des organisations autochtones au Canada et ailleurs dans le monde pour exiger la pleine reconnaissance du droit des peuples autochtones à donner leur consentement préalable accordé librement et en pleine connaissance de cause, aux projets d'extraction des ressources, conformément à la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones.

### **Bien vivre pour que d'autres puissent vivre**

Un obstacle majeur à un mode de vie adéquat, en harmonie avec la Terre Mère, c'est l'impact de la société de consommation qui domine l'hémisphère nord.

David Choquehuanca, l'Aymara ministre des Affaires étrangères de Bolivie, interpelle directement ceux qui consomment une part disproportionnée des

ressources de la Terre : « la destruction de *suma qamaña* ... [exige] qu'on en finisse avec le consumérisme, les dépenses excessives et le luxe, pour ne consommer que le nécessaire et ramener l'économie mondiale à des niveaux de production et de consommation d'énergie tolérables pour la santé et les ressources de la planète. Les pays du Nord surtout doivent assumer leurs responsabilités pour le dommage causé, stopper le changement climatique et mettre fin à l'exploitation excessive des ressources naturelles. »

Des mouvements se forment dans le Nord pour mettre en œuvre ce qu'on appelle en français *la décroissance*. Les défenseurs de la décroissance invoquent l'épuisement des ressources naturelles, celui des réserves de gaz et de pétrole conventionnel, le changement climatique, la perte de biodiversité et l'abus des ressources par les nations industrielles au détriment du Sud pour contester la durabilité du modèle économique classique fondé sur la croissance sans limites. Ce mouvement remet en question l'idée voulant que la croissance économique soit indispensable pour vaincre la pauvreté. Peter Victor, économiste écologique canadien, souligne que « la croissance économique n'a pas suscité le plein emploi, n'a pas éliminé la pauvreté – en fait, à certains égards, la pauvreté a augmenté – et n'a pas résolu nos problèmes environnementaux ».

### **Dépasser la culture de l'insatisfaction**

Mary Jo Leddy analyse le besoin de dépasser ce qu'elle appelle une culture de l'insatisfaction : « Le consumérisme ne fonctionne que tant que nous sommes légèrement insatisfaits de ce que nous avons... Cette insatisfaction n'est pas naturelle. C'est une insatisfaction induite culturellement qui est indispensable à la dynamique de la culture de l'argent... Un véritable changement social et politique ne pourra se produire que s'il... va de pair avec une tentative pour transformer l'esprit de convoitise et d'insatisfaction ».

### **Pour vivre en harmonie avec la Terre Mère**

Voici certaines mesures que devront adopter les Canadiennes et les Canadiens pour commencer de vivre en harmonie avec la Terre Mère, comme l'enseigne la sagesse autochtone:

- Laisser le bitume dans le sous-sol
- Investir dans l'efficacité énergétique et dans les énergies renouvelables, comme le préconise le Réseau de l'économie verte <http://www.greeneconomynet.ca/>
- Abréger les heures de travail pour offrir des emplois à tous ceux et celles qui veulent travailler
- Réduire, réutiliser, recycler, redessiner, relocaliser
- Adopter des indicateurs holistiques au lieu du Produit intérieur brut
- Démanteler la culture du consumérisme
- Amender ou abroger les accords de libre-échange

La dernière mesure est nécessaire parce que la clause sur le partage de l'énergie de l'Accord de libre-échange nord-américain et le mécanisme d'arbitrage investisseur-État dans différents accords commerciaux et d'investissement dressent de lourds obstacles devant des mesures qui réduiraient la dépendance à l'extraction du bitume ou d'autres hydrocarbures non conventionnels comme le gaz de schiste. La Bolivie et l'Équateur ont pris l'initiative de résilier les accords d'investissement bilatéraux qui comportent des mécanismes d'arbitrage investisseur-État analogues à ceux qu'on trouve dans l'ALÉNA

Les mouvements sociaux au Canada qui résistent à des projets écologiquement destructeurs comme l'extraction du bitume et les oléoducs peuvent s'inspirer des mouvements sociaux andins et des enseignements autochtones sur la façon de vivre en harmonie avec la Terre Mère.

*La présente Analyse stratégique est le résumé de notre étude de 32 pages intitulée :*

***Indigenous Wisdom: Living in Harmony with Mother Earth*** [Sagesse autochtone: **Vivre en harmonie avec la Terre Mère**]

***Indigenous Wisdom: Living in Harmony with Mother Earth*** [Sagesse autochtone: Vivre en harmonie avec la Terre Mère]



Cette publication de KAIROS disponible en anglais examine comment la sagesse ancestrale des peuples autochtones des Amériques peut nous orienter face aux défis sans précédent de l'évolution du climat et des crises écologiques qui s'y rattachent.

Elle explore les enseignements des peuples andins sur la façon de « bien vivre » en harmonie avec le monde naturel, et ce que les Canadiennes et les Canadiens peuvent apprendre de ces enseignements.

**Pour commander le téléchargement gratuit ou un exemplaire à 10 \$ du document *Indigenous Wisdom: Living in Harmony with Mother Earth* allez à <http://www.kairoscanada.org/shop/>**

**Ou prenez contact avec Jim Davis à [jdavis@kairoscanada.org](mailto:jdavis@kairoscanada.org)**

On peut joindre John Dillon, coordonnateur du Programme d'économie écologique de KAIROS, à l'adresse [jdillon@kairoscanada.org](mailto:jdillon@kairoscanada.org).